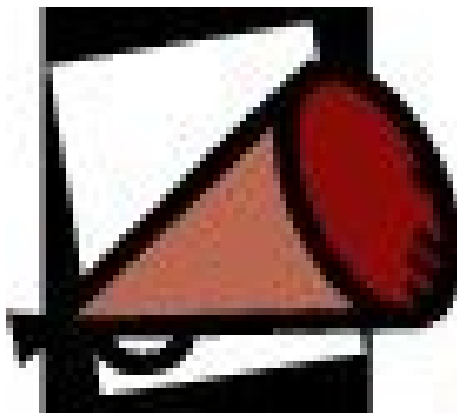


<https://www.pressegauche.org/Climat-de-travail-malsain-au-service-incendie-de-Mercier-SPQ-FTQ>



Climat de travail malsain au service incendie de Mercier (SPQ-FTQ)

- Communiqués -

Date de mise en ligne : mercredi 17 avril 2019



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MERCIER, QC, le 17 avril 2019 - Le Syndicat des pompiers et pompières du Québec - FTQ (SPQ-FTQ) dénonce le climat de travail malsain qui affecte les pompiers et pompières de Mercier depuis plus d'un an.

À ce moment, la Ville de Mercier a entrepris « un processus d'analyse et d'optimisation des opérations » de son service incendie. Ces changements organisationnels en sont venus avoir un impact sur les opérations. Lorsque la situation a été dénoncée à l'employeur, le syndicat a dû subir des attaques publiques. Ces attaques injustifiées doivent cesser.

Dans son communiqué du 16 avril 2019, la municipalité a déploré « des manoeuvres syndicales déplorables visant à obtenir la démission ou le congédiement de notre directeur sécurité incendie ». Le SPQ-FTQ dénonce cette attaque publique qui contribue à envenimer un climat de travail déjà mis à mal, qui a mené au départ de plusieurs personnes.

Les services à la population affectés

Les réformes entreprises par le service incendie de Mercier inquiètent les professionnels en préventions d'incendie membres du SPQ-FTQ. Ces craintes sont légitimes, car les effectifs prévus dans les schémas d'intervention d'urgence sont diminués. Cette stratégie permettra définitivement de couper les coûts, mais affectera aussi la force de frappe du service lors des interventions d'urgences. C'est la sécurité de la population et de ses biens qui est mise en danger.

Citations

« Depuis un an, nous sommes à même de constater que le climat de travail se détériore et avec cette déclaration, nous n'avons pas l'impression que la ville à l'intention de régler le problème », a déclarée Daniel Pépin, président du Syndicat des pompiers et pompières du Québec - FTQ.

« Nous demandons à la ville de cesser ce genre de déclaration et de travailler à une solution pour rétablir le climat de travail », a conclu M. Pépin.